

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

PRESS/704
11 novembre 2013

(13-6258)

ASSISTANCE TECHNIQUE

Le Taipei chinois fait un don de 80 000 dollars EU (73 700 francs suisses) pour les normes concernant la sécurité sanitaire des produits alimentaires, la santé des animaux et la préservation des végétaux

Le Taipei chinois a fait un don de 80 000 dollars EU (73 700 francs suisses) au Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF) pour 2013 afin d'aider les pays en développement à élaborer et à mettre en œuvre des normes sanitaires et phytosanitaires (SPS) visant à protéger la santé, et à améliorer leurs capacités à obtenir ou à maintenir un accès aux marchés.

Le STDF offre aussi aux Membres de l'OMC un forum pour partager et recueillir des renseignements sur la manière dont ils aident les pays en développement et les pays les moins avancés à s'acquitter de leurs obligations dans le domaine SPS. Le STDF est une initiative conjointe de l'OMC, de la Banque mondiale, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), de l'Organisation mondiale de la santé et de l'Organisation mondiale de la santé animale.

Avec ce nouveau don, le total des contributions que le Taipei chinois a versées depuis 2002 s'élève maintenant à 1 784 000 dollars EU (1 644 000 francs suisses).

"Le respect des normes internationales peut être un obstacle à la pleine participation des pays en développement au système commercial multilatéral. Je me réjouis de ce don du Taipei chinois qui jouera un rôle essentiel dans le renforcement des capacités des pays en développement dans ce domaine en vue de faciliter leur intégration dans le système commercial mondial", a déclaré le Directeur général de l'OMC, Roberto Azevêdo.

Selon les termes de la représentante permanente du Taipei chinois, Mme Shin-Yuan LAI, "le Taipei chinois, étant lui-même un Membre en développement, comprend parfaitement les difficultés que peuvent rencontrer les autres pays en développement ou les PMA Membres s'agissant de s'acquitter de leurs obligations dans le domaine SPS. Il demeure convaincu que le renforcement des capacités SPS facilitera la croissance économique, la réduction de la pauvreté, la création d'emplois et la protection de l'environnement".

FIN